

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG EN BRESSE  
ud-a.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Lyon, le 18 juillet 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**

### **SPEICHIM PROCESSING S.A.**

100 Allée des pins  
01150 Saint-Vulbas

Références : 20250717-RAP-PRICAE-PRA  
Code AIOT : 0006102269

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté 100 Allée des pins - 01150 Saint-Vulbas.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- 100 Allée des pins - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006102269
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

La société SPEICHIM PROCESSING fait partie du groupe Séché.

L'activité principale du site est la régénération de solvants et la purification de produits chimiques par des procédés de distillation.

Le site de Saint-Vulbas est classé SEVESO seuil haut et il est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 14 mars 2023..

**Thèmes de l'inspection : AN25 Perte d'utilités**

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Délai <sup>(1)</sup>
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
6	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
7	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les enjeux de sécurité du site en cas de perte de l'alimentation électrique sont de courte durée, de l'ordre de 15 minutes.

La mise en repli est manuelle et décrite dans une fiche réflexe concise. Cette fiche nécessiterait des mises à jour.

Compte tenu de l'absence du responsable de la maintenance le jour de l'inspection, les rapports de contrôle de maintenance des dispositifs de secours électriques n'ont pas pu être contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025- Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 - Article 56  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site est alimenté en haute tension (20 kV) par Enedis et en gaz par GRDF.  Le site dispose de quatre transformateurs 400 V, alimentant chaque unité de production (SVB 1, SVB 2 et SVB 3) et les traceurs T2bis.  L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de distribution électrique du site mis à jour le 27 juin 2025.  Les autres énergies consommées alimentent les chaufferies au gaz (produisant de la vapeur ou un fluide thermique), les vannes (à l'air comprimé), les tours aéro-réfrigérantes (TAR), l'inertage et la cryogénie (à l'azote).  Une panne d'alimentation électrique déclenche une alarme sur l'automate, qui est lui-même secouru sur onduleur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010 - Article 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

En cas de rupture de l'alimentation en azote, les effluents gazeux ne sont plus traités.

En cas de coupure électrique, les opérations de productions, les tours aéroréfrigérantes (TAR) et les chaudières sont secourues dans un premier temps puis arrêtées. L'évaporation en pied des colonnes de distillation continue pendant environ quinze minutes avant de s'interrompre naturellement.

Toutes les vannes automatiques se mettent dans leur position de repli par manque d'air comprimé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010 - article 56

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection, le cas du noeud papillon NP09 (bac pris dans un incendie) de l'étude de dangers du site a été analysé afin d'identifier les actions des différentes MMR s'opposant aux phénomènes dangereux pouvant faire suite à une coupure électrique.

Les automates sont secourus pendant 20 minutes par onduleurs, l'instrumentation dont les mesures de niveau est secourue pendant 30 minutes.

Les onduleurs permettent le maintien de la supervision dans l'attente du démarrage du groupe électrogène.

Les batteries de la centrale de détection gaz et de la centrale détection feu ont une autonomie de 48 heures. La motopompe incendie est sur diesel.

Un nouveau système d'extinction type déluge, nécessitant de l'air comprimé pour sa mise en route, protège les installations SVB1 et SVB3. En cas de coupure électrique, sans action manuelle pour l'inhiber, le déluge se déclenchera. L'extinction sur SVB2 est déclenchée manuellement en cas de besoin.

Des vannes de pied de bac à sécurité positive assurent une protection par un dispositif fusible.

Aucun stockage ne nécessite de refroidissement pour des raisons de sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010 – article 59 - Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Constats :**

Le site Speichim à Saint-Vulbas est en activité 24 heures sur 24.

Un nouveau groupe électrogène de 650 kW (750 kVA), plus puissant que le précédent, a été mis en service en février 2023 à l'occasion de l'extension du site (SVB3). Il vient en secours des sorties des transformateurs des trois unités. Seul le T2bis n'est pas secouru.

En cas de coupure, l'alimentation de secours n'est indispensable que pour la phase de mise en sécurité des installations. Le groupe électrogène démarre et l'alimentation bascule automatiquement. La mise en sécurité et le redémarrage des équipements nécessaires sont réalisés manuellement. Il s'agit de maintenir le refroidissement des gaz pendant une quinzaine de minute après le début de la panne électrique pour finir de condenser les vapeurs des colonnes de distillation. L'absence d'eau réfrigérée dans les condenseurs peut entraîner une montée en pression dans les colonnes et un risque de rejet par leurs soupapes de protection.

En dernier recours, si le groupe électrogène ne démarrait pas, l'exploitant pourrait injecter de l'eau. Cette stratégie détériorerait l'appareil de production. Il est également possible d'interrompre les réactions sous vide en « cassant » le vide.

La fiche réflexe « Perte électricité réseau S2-MO-016-SVB n°1 » décrit par ordre de priorité les installations à démarrer, en commençant par le compresseur de SVB 2 et les TAR. Elle est disponible sur le réseau informatique et en salle de contrôle, à la disposition du chef de poste.

Certains points sont à mettre à jour (voir demande ci-dessous). Elle devra notamment prévoir les actions à mettre en place une fois la phase de mise en sécurité d'urgence réalisée.

Par ailleurs, la fiche réflexe précitée ne fait pas mention des actions nécessaires pour le redémarrage des installations. L'exploitant est invité à évaluer si cet ajout, ou tout du moins un renvoi vers les procédures afférentes, serait nécessaire.

Une fiche réflexe est dédiée à chaque utilité nécessitant une conduite à tenir (air comprimé, azote et électricité).

Les opérateurs communiquent par talkie-walkie. Le numéro de téléphone d'urgence du fournisseur d'électricité figure dans l'annuaire des téléphones professionnels.

Une coupure d'électricité a eu lieu le 31 mars 2023 pendant deux heures en pleine journée, de 10h30 à 12h30. La mise en sécurité a été réalisée en 10-15 minutes.

Le redémarrage a duré 8 heures environ.

**Demande de l'inspection des installations classées :**

La fiche réflexe « Perte Electricité Réseau - S2-MO-016-SVB-v1 » doit être corrigée ou complétée sur les points suivants :

- date de mise à jour de la fiche ;
- puissance maximale du générateur actuel (750 kVA et non 320 kVA) ;
- actions de surveillance et mesures compensatoires à mettre à place si la coupure d'électricité est longue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Délai :** 2 mois

## N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010 – article 64 - Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Les détecteurs gaz et flammes sont secourus sur batterie.

Ces batteries ont une autonomie de 48 heures.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025 - Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 26/05/2014 – article 7  Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
<b>Constats :</b> Le réservoir de gasoil du groupe électrogène a une capacité de 600 litres. Cela permet de maintenir les énergies pendant quelques heures : la puissance serait utilisée au maximum de la capacité la première heure (161 litres), puis à 25 % de cette capacité les heures suivantes (soit 40 l/h). Si le réservoir est plein, le groupe permettrait d'assurer une surveillance depuis la supervision pendant une douzaine d'heures. Lors de la visite d'inspection, le réservoir du groupe électrogène était rempli à 49%, soit une autonomie de moins de 5 heures.
<b>Demande de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant doit définir et mettre en œuvre les modalités de gestion du niveau du réservoir du groupe électrogène afin que l'alimentation électrique de secours soit suffisante pour le maintien de la sécurité du site lors d'une coupure électrique de plusieurs heures. Il doit également mettre en place une procédure de test du groupe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 2 mois

## N° 7 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025 - Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010 – article 52 - Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

**Constats :**

Les batteries des détections flamme et gaz ainsi que le groupe électrogène font chacun l'objet d'un contrat de maintenance avec contrôle au moins annuel.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de contrôle du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) par Vinci Facilities du 27/03/24 ; ce rapport préconisait le remplacement d'un lot de batteries. L'exploitant a depuis remplacé son CMSI.

Compte-tenu de l'absence du responsable maintenance, l'exploitant n'a pas été en mesure, lors de l'inspection, de présenter les rapports de contrôle de la société GIG attestant de la maintenance des batteries de la détection gaz.

L'équipe de maintenance du site démarre tous les mois le groupe électrogène. La société ER2A réalise un contrôle tous les 6 mois.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de groupe du groupe électrogène.

**Demande de l'inspection des installations classées :**

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées les derniers rapports de contrôle des batteries des détecteurs de gaz et du groupe électrogène.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Délai :** 2 mois